Cause Commune
Journal anarchiste - Numéro spécial

USINES sans patrons

la crise economique de 2001 en Argentine

En mai 2000, le gouvernement de la Rua annonce une série de mesures afin de rendre l'État argentin conforme aux volontés néolibérales du FMI: baisse de 12 à 15% des salaires des fonctionnaires, réduction majeure des dépenses, privatisation, etc. Le tout plait effectivement aux bonzes du FMI puisqu'ils allouent 40 milliards de dollars en prêts à l'État argentin. Mais la crise semble indomptable puisque déjà l'année suivante le pays en est à son onzième plan d'austérité approuvé par le FMI et les seuls résultats palpables de ces mesures semblent être le nombre grimpant de manifestations, d'émeutes, de grèves et de coupures de routes (les piqueteros).

De la crise à l'insurrection

Pendant cette période, on évalue à 2000 le nombre d'individus par jour passant de la "classe moyenne" à la "classe pauvre" et à 25% le taux de chômage; sans compter que le spectre de la banqueroute n'est jamais bien loin, à un point tel que le 1er décembre 2001 les liquidités des banques sont épuisées et que le gouvernement doit limiter par la loi les retraits des particuliers.

En décembre 2001, les émeutes comptent plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de pillards (pauvres, chômeurs ou membres déchus de la classe moyenne) qui s'en prennent aux supermarchés, aux entrepôts, aux boutiques, etc.) Les troubles sont si préoccupants que l'état de siège est décrété par les forces de l'ordre: tout regroupement public de plus de deux personnes est interdit et que la censure est rigoureusement appliquée aux médias. La répression, qui a déjà fait quelques morts, se fait sentir au maximum, mais les émeutes continuent de plus belle et sont désormais doublées de cette pratique qui avait fait grandement pression sur la dictature militaire dans les années 1970, les "concerts de casseroles" (cazerolazos) qui regroupent, chaque jour et partout à travers le pays, plusieurs milliers d'individus.

Dans la soirée du 19 décembre, une manifestation spontanée regroupant plus d'un million de personnes a lieu à Buenos Aires. Devant le palais présidentiel, la foule en colère réclame la démission des hommes politiques. Le tout se termine dans la nuit par une émeute majeure qui balaiera les institutions bancaires et les multinationales et lynchera plusieurs policiers. Lors de ces troubles, plusieurs milliers de messagers à moto (motoqueros) participent aux affrontements; ces derniers, par leur connaissance de la ville et leur mobilité, amorcent ainsi un mode d'action qui allait être reconduit à de nombreuses reprises.

Des évènements semblables ont lieu dans au moins une douzaine de villes du pays. À Cordoba, la mairie est occupée. On y tient une assemblée avant d'y mettre le feu et de dresser des barricades. Le lendemain matin, la révolte se poursuit, un manifestant raconte: " Les gens allaient, venaient, les cortèges se recyclaient, les avenues se vidaient puis se remplissaient à nouveau d'hommes, de femmes, de familles avec leurs chiens... C'était quelque chose d'impressionnant parce que totalement spontané... ". Cette journée sera ponctuée par une foule d'évènements majeurs semblables à la veille… combats de rues, pillages, assaut d'une foule en colère contre la maison du président, etc. À l'évidence, la révolte devient insurrection.

Mais ces manifestations de souveraineté populaire attirent évidemment son contraire : la répression, qui est à la hauteur de la réputation qu'elle s'est forgée pendant la dictature. De ces quelques semaines d'affrontement, on compte 35 tués, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations (officiellement 3273). Plusieurs témoins racontent que des tueurs en civils se faufilaient dans la foule afin d'abattre des militants-e-s d'une balle dans la nuque. Les autorités ne savent décidément pas comment réagir: le président de la Rua démissionne et doit être évacué par hélicoptère. Le nouveau président, Adolfo Rodriguez Saa promet un moratoire sur le paiement de la dette extérieure et la création d'un million d'emplois.

Mais les manifestations se poursuivent… et l'année 2001 se termine par la démission du président Saa, bientôt remplacé par Duhalde. Les concerts de casseroles, les coupures de routes, les émeutes et les manifestations reprennent dès janvier. Dans la ville de Mosconi, les émeutiers prennent la garnison du commissariat en otage et brulent l'édifice. À Junin, 600 manifestants brulent la maison d'un député. Le 28 janvier, plus de 15 000 piqueteros soutenus par les assemblées de quartier convergent au centre de Buenos Aires. Le nombre de piqueteros - et de piqueteras, puisque les femmes sont très nombreuses lors de ces actions: elles forment jusqu'à 70% des effectifs - est d'ailleurs depuis le début de la crise leurs regroupements sont en pleine expansion: de 1383 qu'ils étaient en 2001, ils passent à 2336 en 2002.

Les émeutiers délaissent désormais les supermarchés pour mieux s'en prendre aux banques, sans compter que les assemblées de quartiers, progressivement, se fédèrent entre elles afin de coordonner l'insurrection. Ces assemblées, qui se comptent par centaines, transfigurent la critique en acte et en parole. Réunissant parfois plusieurs milliers de personnes, elles permettent au peuple de reprendre tout ce qui le concerne en main, sans avoir recours à la médiation de l'État ou d'une quelconque institution bourgeoise. Fonctionnant de façon horizontale et non hiérarchique, elles prennent une telle ampleur que les dirigeants

politiques croient devoir rappeler qu'aux termes de la constitution:

Le peuple ne délibère pas et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants... Il faut arrêter la fantaisie des gens dans la rue qui disposent de ce qui doit ou ne doit pas se faire... Il... faut adresser des pétitions aux autorités... de façon ordonnée et sensée au lieu de les livrer en pâture aux agitateurs habituels...

Cette insurrection a pris tout le monde par surprise, aucun syndicat, aucun parti n'en est à l'origine. C'est de la population elle-même, spontanément, qu'est venue la résistance, et c'est cette même population qui a donné à cette résistance une forme si originale et efficace. La révolte populaire fut accompagnée par un vaste mouvement d'autogestion des entreprises en faillite. Autour du slogan « Occuper, résister, produire », entre 8000 et 10 000 postes de travail dans plusieurs secteurs industriels (métallurgie, textile, imprimerie, hôtellerie, alimentation, etc.) ont ainsi été sauvés par les travailleurs et travailleuses dans des entreprises récupérées et remises en marche par leurs propres ouvriers et ouvrières, alors même que la crise financière de décembre 2001 avait poussé les patrons à les abandonner à leur propre sort. Sans contredit, il s'agit de l'un des faits marquants de la réponse des classes populaires qui mérite d'être souligné.

Si le contexte québécois de 2010 diffère largement de celui argentin de 2001, quelques rapprochements sont tout de même possibles. D'abord, la crise qui a touché durement l'Amérique du Nord a fait passer le taux de chômage de 7,2% (le plus bas niveau en 32 ans) à un niveau qui atteindra possiblement 10% en 2010. Pour la région de Montréal seulement, le taux de chômage a déjà atteint les 10,5%. Certains économistes craignent même une seconde crise financière dans un avenir très rapproché. Par ailleurs, l'État et le patronat, sous prétexte de relance économique, se lancent dans une grande offensive néolibérale - en sabrant dans les services sociaux, les conditions salariales et en remettant à l'ordre du jour différents plans de privatisation. Pour couronner le tout, tant les syndicats que les mouvements sociaux sont moribonds et sont en mode survie plutôt qu'en mode combattif, laissant ainsi l'État manœuvrer à sa guise. Dans un tel contexte, que peut-on tirer de l'expérience argentine afin de s'organiser ici et maintenant?

Contre le capitalisme

La première nécessité semble être l'élaboration d'un projet social et politique extra-parlementaire qui aurait pour fondation une authentique démocratie. Peu importe les mesures que les politiciens prendront, ce ne sera qu'en faveur du marché et ce sera nous (les travailleurs, les travailleuses, les étudiants et les précaires) qui en paieront le prix.

L'expérience de récupération d'usine dans un contexte de crise économique serait, dans un premier temps, une nécessité qui permettrait aux travailleurs et aux travailleuses de conserver leurs emplois. On n'a qu'à penser à l'exemple récent de la grève d'Alcan à Jonquière en 2004. Les travailleurs, réalisant les limites de la grève légale, ont relancé la production sous contrôle ouvrier, poussant ainsi le patronat à la négociation - entre autres puisqu'il ne pouvait plus revendre l'électricité non utilisée pour amortir les pertes causées par la grève. Bien que l'expérience argentine soit critiquable à plusieurs niveaux, elle permet à la population de renouer avec une véritable démocratie que la rationalité et le productivisme capitaliste nous ont fait oublier depuis fort longtemps. La réussite d'un tel projet, l'autogestion généralisée, ne peut à long terme réussir sans une lutte globale pour une transformation libertaire et socialiste de la société. Dans un tel contexte, l'auto-organisation des chômeurs et des précaires est indissociable de la lutte des travailleurs et des travailleuses pour l'autogestion de leurs milieux de travail et la solidarité entre les différentes luttes parcellaires est plus que jamais nécessaire.

Contre l'État

L'autre aspect crucial est le principe des Assemblées de quartier et la mise en place de mécanismes de démocratie populaire. Dans un contexte de crise sociale et politique, dans lequel les gens n'ont plus confiance aux politiciens et aux partis, la démocratie par la base est plus que jamais nécessaire. Que ce soit pour des enjeux de quartiers, le logement, la précarité, l'éducation populaire ou la santé (on peut penser au modèle des cliniques populaires des années 1960-1970), seule notre force collective, par la mise en place de mouvements de quartiers, peut amener un réel changement.

L'attente de réformes ou de promesses électorales, la manipulation par les politiciens et les bureaucrates et toutes les formes de concession minent à long terme nos luttes populaires. C'est pourquoi dans le contexte de notre campagne sur la crise nous jugeons important de partager des expériences de luttes collectives afin d'entamer ou de poursuivre une réflexion collective sur les façons de s'organiser ici et maintenant.

Tournee quebecoise:

USINES SANS PATRONS

Nous traversons l'une des pires crises économiques de l'histoire du capitalisme et les réponses fournies par l'État et ses laquais sont illusoires. En plus, face à cette impasse nos dirigeant-e-s tentent de faire porter tout le fardeau de la crise aux travailleurs et travailleuses.

Comment pouvons-nous répondre autrement à cette crise économique? Pouvons-nous s'inspirer des expériences de luttes qui se sont passées ailleurs dans le monde?

Pour réfléchir à ces questions, l'*Union communiste libertaire* organise cet hiver, en collaboration avec *Common cause*, une tournée de conférences au Québec et en Ontario sur la réponse des classes populaires argentines face à la grave crise économique qui secoua le pays au début des années 2000.

Du 18 janvier au 12 février prochain, un militant anarchiste de l'organisation *Red Libertaria* (Argentine) parcourra différentes villes du Québec et de l'Ontario pour nous entretenir sur ce sujet. Il traitera des différentes formes de résistance développées par le peuple argentin pour contrer les effets de la crise: récupération d'usine, création de coopératives autogérées, etc. ainsi que de l'implication des anarchistes dans ces différentes luttes.

Ven 29 jan – Montréal – Université Concordia à 14h00 au 2149 Mackay (local CI-01) (*en anglais*)

Sam 30 jan – Sherbrooke – Tremplin 16-30 à 19h00 (95, Wellington S.)

Mar 2 fév – Québec – Université Laval à 11h30 (détails à venir)

Mar 2 fév – Québec - Café-Bar L'Agitée à 20h00 (251, Dorchester)

Jeu 4 fév – Chicoutimi - Café Cambio à 19h00 (405 rue Racine Est)

Sam 6 fév – St-Félicien – Café l'Associé-T à 19h00 (1105, Boul. Sacré Cœur)

Lundi 8 fév – Drummondville – Cégep à 19h00 (Café Clovis)

Mar 9 fév – St-Hyacinthe - Bar Le Zariot à 20H30 (1450 Rue des Cascades)

Mer 10 fév – Montréal - Uqam à 18h30 au Pavillon N (1205 St-Denis) Local N-M530

Pour toutes les dates et les mises à jours consultez: www.causecommune.net

L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

L'UCL est une organisation de militantEs provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. Notre activité est organisée autour du développement théorique, de la diffusion des idées anarchiste et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux.

Cause Commune, le journal de l'UCL, est un porte-voix libertaire dans les luttes sociales et les quartiers. À cheval entre le tract et l'organe de presse plus élaboré, c'est un outil souple, peu coûteux, adapté aux besoins d'aujourd'hui. Il permet à des collectifs bien implantés, comme à des militantEs isoléEs, de faire un travail d'information et de sensibilisation à grande échelle. Le journal sort 6 fois par année et est diffusé gratuitement à 4 000 exemplaires.

L'UCL organise des tournées de conférences et d'autres événements publics, développe des campagnes socio-politiques, produit du matériel d'information-sensibilisation comme des livres ou des brochures et s'implique dans les luttes sociales.

contact: ucl@causecommune.net